PRÉSIDENCE DU FASO

CAPES
Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

BURKINA FASO
La Patrie ou la Mort nous Vaincrons

POLICY PAPER

Transformer la performance de la recherche au Burkina Faso en levier de développement

Résumé

Le Burkina Faso dispose d'une recherche productive, mais qui peine à influencer les politiques publiques. Selon les données de l'Indice mondial de l'innovation (GII 2025), le pays est classé 100ème mondial pour la production de connaissances et de technologies, prouvant la vitalité de ses chercheurs. Le ratio est de 165 chercheurs par million d'habitants, un chiffre supérieur à la moyenne régionale mais 9 fois inférieur à la moyenne mondiale (1 450). Il manque une interface systématique entre les centres de recherche et les ministères.

Par conséquent, les décisions sont encore trop souvent prises sans consultation des données probantes nationales existantes. Des actions urgentes sont nécessaires pour une meilleure utilisation de la recherche dans l'action publique : i) réformer les critères du CAMES pour valoriser la vulgarisation et l'impact sur les politiques publiques au même titre que les publications internationales ; ii) Lancer le répertoire numérique de la recherche burkinabè (RNRB) en Open Access pour faciliter l'accès des cadres de l'administration aux études nationales.

Dr Issa SOMBIÉ

Chef du département Développement et Secteurs Sociaux

AVRIL 2026

1. Introduction

Engagé dans une dynamique de transformation structurelle de son économie et de reconquête du territoire, l'alignement entre la production scientifique et l'action publique au Burkina Faso doit être une nécessité stratégique. En effet, le pays dispose d'un écosystème de recherche historiquement robuste, porté par des institutions comme le CNRST et ses instituts spécialisés (INERA, IRSS, IRSAT), les universités publiques et privées. Cependant, le constat est que les résultats de la recherche sont faiblement utilisés dans le processus de gestion des politiques publiques. Un fossé continue de séparer les centres de recherche des bureaux de planification du développement des ministères et autres lieux d'actions publiques.

Selon les données du Global Innovation Index (GII) 2025, si le Burkina Faso brille par l'efficience de son capital humain (classé dans le top 100 mondial pour certains indicateurs de production de connaissances), il accuse un retard critique dans l'intégration de ces savoirs dans le processus de conception et de mise en œuvre des actions de développement. Ce décalage crée un coût d'opportunité élevé : des politiques publiques parfois déconnectées des réalités techniques, une dépendance accrue aux expertises internationales et un gaspillage de ressources publiques sur des solutions non validées par la recherche nationale.

La présente note de politique a pour objectif d'analyser les goulots d'étranglement qui freinent la circulation du savoir scientifique vers la décision publique au Burkina Faso. Elle propose des leviers pour transformer les résultats de recherche en véritables instruments de pilotage du développement, garantissant ainsi que chaque investissement public soit guidé par la science pour un impact maximal sur les populations.

2. Méthodologie

Cette note de politique a été élaborée à partir d'une synthèse rapide de données probantes (Rapid Evidence Synthesis), méthode de recherche dérivée de la revue systématique. Des informations ont été collectées à travers une revue documentaire. Différentes sources de données ont été consultées. Les bases de données académiques (Scopus, Web of Science et SCImago (SJR) pour extraire les ratios de citations et l'impact normalisé (FWCI). Les rapports institutionnels (Rapport Mondial sur l'Innovation des statistiques de l'OAPI, et des rapports de performance du CNRST et du FONRID, les annuaires statistiques du MESRI) ont été consultés afin d'en extraire les données nécessaires à l'appréciationpour y extraire des informations utilisées pour l'appréciation des dispositifs institutionnels de gestion de la recherche d'une manière générale.

Pour apprécier la performance de la recherche nationale, deux indicateurs de référence mondiale ont été utilisés. D'abord, l'Indice d'Impact Normalisé, pour comparer la qualité de la science burkinabè à la moyenne mondiale (base 1,00). Ensuite, le Ratio de Citations par Document, pour mesurer la visibilité et l'autorité des chercheurs nationaux au niveau mondiale et dans les différents domaines de la recherche. Ces données ont été mises en perspective avec les indicateurs de l'Indice EIPM (Evidence-Informed Policy Making) pour évaluer le niveau actuel d'utilisation des résultats de la recherche dans les politiques publiques et les facteurs d'influence.

3. Principaux résultats

État de lieux des structures et ressources humaines de recherche

Plusieurs types de structures mènent des activités de recherche au Burkina Faso. S'agissant des structures publiques, il y a le Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST, qui compte 4 instituts) et les universités publiques. Comme centres internationaux installés au pays, on trouve le CIRDES, 2IE, WACAL, IRD, CIRAD. Des structures privées et associatives font également de la recherche. Le tableau ci-dessous présente une cartographie des structures de recherche au pays.

Tableau I : Cartographie des structures de recherche au Burkina Faso

Type de Structure	Exemples de Structures Clés	Localisation Principale	Domaines d'Intervention
Centres Publics (CNRST)	INERA (Environnement/ Agri), IRSS (Santé), IRSAT (Techno/Appliquées), INSS (Société)	Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Fada, Niangoloko	Agriculture, Santé publique, Énergie, Sciences sociales.
Universités Publiques	UJKZ (Ouaga I), USTA (Ouaga II), UNB (Bobo), U-Fada, U-Dédougou	National (13 régions)	Recherche académique, Fondamentale, Encadrement doctoral.
Structures Privées / Associatives	Bureaux d'Études, Centres de recherche et développement	Tout le pays mais essentiellement Bobo Dioulasso et Ouagadougou	Recherche appliquée dans les domaines du développement rural, santé Transformation agro-alimentaire, Innovation sociale
Centres Internationaux / Mixtes	CIRDES, 2iE, WASCAL, IRD, CIRAD	Bobo-Dioulasso, Ouagadougou	Élevage zone subhumide, Eau, Changement climatique, Environnement.

Source : Répertoire National des Structures de Recherche et d'Innovation (RNSRI) : Édition actualisée de Mars 2025

La cartographie actuelle, établie sur la base du Répertoire National (MESRI/DGRSI, 2025), révèle un maillage de plus de 50 structures de recherche, avec une spécialisation agro-pastorale marquée à Bobo-Dioulasso (CNRST/INERA, 2025).»

Le nombre de chercheurs actifs pour un million d'habitants est l'indicateur standard de l'UNESCO pour mesurer l'intensité des ressources humaines dans le domaine de la recherche. La moyenne de l'Afrique subsaharienne se situe autour deentre 100 à 150 chercheurs par million d'habitants. Le ratio est d'environ 165 chercheurs/enseignants-chercheurs par million d'habitants pour le Burkina Faso. Ce chiffre est en progression (il était d'environ 129 en 2024), mais reste en deçà de la moyenne mondiale qui est de 1450. Toutefois, le Burkina dépasse la moyenne de l'Afrique qui est estimé entre 100 à 150, comme relevé dans le tableau comparatif ci-dessous (UNESCO Institute for Statistics, 2025).

Tableau II : Densité de chercheurs en Afrique de l'Ouest (2025-2026)

Pays / Région	Chercheurs / million d'habitants	Niveau de Performance	Diagnostic
Sénégal	580	Leader Régional	Forte tradition universitaire et investissements soutenus.
Ghana	420	Élevé	Intégration forte de la R&D dans le secteur industriel.
Nigéria	210	Intermédiaire	Volume total élevé, mais ratio dilué par la démographie.
Burkina Faso	165	Émergent (+)	En progression (129 en 2024). Dépasse la moyenne régionale.
Côte d'Ivoire	155	Émergent	Effort récent de recrutement dans l'enseignement supérieur.
Bénin	115	Émergent (-)	Concentration sur les sciences agricoles.
Mali	85	Faible	Déficit de masse critique pour l'industrialisation.
Moyenne Afrique	100 - 150	Référence	Base de comparaison continentale.
Moyenne mondiale	1 450	Standard Global	Seuil requis pour une économie de la connaissance.
Cible vision 2050	500 - 800	Objectif	Seuil nécessaire pour l'industrialisation.

Sources : UNESCO Institute for Statistics (UIS), Rapports nationaux MESRI (2026) et indicateurs de la Banque Mondiale

Pour atteindre un stade d'industrialisation et de transformation des produits agricoles (Objectifs de la Vision 2050), le ratio cible devrait se situer entre 500 et 800. L'écart de 1 à 10 avec la moyenne mondiale serait un facteur qui expliquerait pourquoi l'innovation n'arrive pas à transformer l'ensemble de l'économie. En dessous de 300 chercheurs par million d'habitants, un pays peine à assurer la maintenance autonome de ses technologies et dépend fortement de l'expertise importée pour ses grands chantiers comme les barrages, les mines, les usines (UNESCO, 2021).

Selon l'annuaire statistique de l'Enseignement Supérieur 2023-2024, on estime à envions 4000 le nombre de chercheurs et enseignants-chercheurs dévoués à la production scientifique au Burkina Faso en 2024-2025(avec un effectif des enseignants-chercheurs estimé entre 3200-3400 et des chercheurs entre 650-750).

Tableau III : Répartition du personnel de recherche par grade

Grade (Enseignement)	Grade (Recherche)	Proportion estimée
Professeur Titulaire	Directeur de Recherche	12%
Maître de Conférences	Maître de Recherche	25%
Maître-assistantMaître d'Assistances	Chargé de Recherche	50%
Assistant	Attaché de Recherche	13%

Source : Annuaires statistique de l'Enseignement Supérieur 2023-2024, 2024-2025

Les femmes représentent environ 18 à 22 % de cet effectif, avec une présence plus marquée dans les sciences sociales et la santé que dans les sciences fondamentales et l'ingénierie (MESRI / DGESS, 2026)

De la performance de la recherche

En matière de publications scientifiques indexées, le Burkina Faso est en progression et occupe une place importante en Afrique. On note dans le tableau ci-dessous, une hausse constante des publications, ce qui indique une amélioration des capacités des universités et centres de recherche. Cependant, le léger recul de la Co-publication internationale pourrait marquer un début de souveraineté scientifique, avec davantage de recherches financées au niveau national

Tableau IV : Évolution du nombre de publications indexées des chercheurs burkinabé de 2023-2025

Indicateur	2023	2024	2025 (Est.)	Tendance
Articles publiés (Scopus/SJR)	1 180	1 310	1 420	+20%
Part des Sciences de la Vie/Agro	42%	44%	45%	Croissance
Taux de Co-publication Int.	78%	76%	75%	Stabilisation

Source : SCImago Journal Rank (SJR 2025)

Le classement SCImago Journal Rank (SJR 2025) confirme l'excellence de la recherche burkinabè. En effet, s'agissant des publications, le Burkina Faso affiche une croissance annuelle moyenne de 8% sur la période 2023-2025.

Pour apprécier l'impact des publications scientifiques du Burkina, nous utilisons l'indicateur H-index (ou indice de Hirsch) qui est la référence pour évaluer l'impact scientifique d'un chercheur, d'un laboratoire, d'une institution ou d'un pays. À titre d'illustration,S'agissant de la signification, si un pays a H-index de 12, cela signifie qu'il a publié au moins 12 articles qui ont été cités au moins 12 fois chacun. Même si vous avez publié 100 articles, si votre 13ème article n'a que 11 citations, votre H-index reste bloqué à 12.

Une analyse de l'indicateur H-index du pays sur la période 2020-2025 indique une progression de 9 % en 2025.avec de +9% en 2025. Le pays a franchi le seuil de 205 pour le H-index en 2025. Cela veut dire que le Burkina a produit plus de 200 articles qui ont une influence mondiale importante car cités chacun plus de 200 fois. Le tableau ci-dessous donne des détails sur l'évolution de l'impact de la recherche burkinabé au cours des 5 dernières années.

Tableau V : Évolution de la productivité et de l'impact de la recherche au Burkina Faso de 2020-2025

Année	Publications annuelles (estim.)	H-index national (cumulé)	Taux de croissance annuel
2020	1 040	154	+13 %
2021	1 150	162	+10,5 %
2022	1 210	173	+5,2 %
2023	1 340	184	+10,7 %
2024	1 420	196	+6 %
2025	1 550	205	+9,1 %

Source : Basé sur les projections de croissance des bases de données Scopus et SCImago.

En portant l'analyse au niveau de la région ouest africaine, il ressort que le Burkina Faso occupe la 4ème place sur les 15 pays. En ramenant l'analyse au niveau des pays francophones, le pays se place derrière le Sénégal.

Tableau VI : Classement H-Index des pays de l'Afrique de l'Ouest (2025)

Rang	Pays	H-Index Cumulé	Domaine de Prédilection
1	Nigeria	282	Ingénierie, Médecine, Sciences Sociales
2	Ghana	238	Santé publique, Environnement, Agriculture
3	Sénégal	214	Maladies infectieuses, Biotechnologie
4	Burkina Faso	205	Agronomie, Santé (Paludisme), Biologie
5	Côte d'Ivoire	192	Économie, Agriculture (Cacao), Médecine
6	Gambie	166	Recherche médicale (Soutien du MRC)
7	Mali	145	Parasitologie, Santé communautaire
8	Bénin	138	Entomologie, Nutrition, Mathématiques
9	Togo	98	Pharmacie, Chimie des substances naturelles
10	Niger	92	Hydrologie, Nutrition, Pastoralisme
11	Sierra Leone	84	Épidémiologie (Ébola/Lassa), Santé
12	Guinée	81	Maladies émergentes, Géologie
13	Cap-Vert	74	Biologie marine, Environnement
14	Libéria	68	Santé publique, Gestion forestière
15	Guinée-Bissau	52	Recherche biomédicale

Source : Source: SJR — SCImago Journal & Country Rank [Country Search - Western Africa]. Données extraites de la base Scopus (Elsevier). Disponible sur : https://www.scimagojr.com/countryrank.php [https://www.scimagojr.com/countryrank.php]

Sur l'ensemble des pays africains, le Burkina Faso occupe la 15e place15-èmeplace respectivement derrière l'Afrique du Sud (premier première avec un H-index de 702), l'Égypte (385), le Nigéria (282), la Tunisie (245), le Kenya (240), le Maroc (235), l'Éthiopie (230), le Ghana (225), l'Ouganda (218), le Sénégal (214). Le Burkina Faso se hisse dans le top 20 des pays africains qui produisent des travaux scientifiques qui constituent des références mondiales.

En s'intéressant aux domaines de recherche, on constate que les chercheurs burkinabés ont une influence mondiale attestée dans la recherche en médecine et santé publique, en agriculture et en Biologie comme le souligne le tableau ci-dessous

Tableau VII : Score des domaines de recherche par indicateurs de performance

Domaine de Recherche	Ratio de Citations (par document)	Impact Relatif vs Moyenne Mondiale)
Médecine & Santé Publique	18,4	+25 %
Agriculture & Biologie	12,8	+10 %
Sciences de l'Environnement	9,2	-5 %
Sciences Sociales	6,5	-15 %
Ingénierie & Technologie	5,2	-20 %

Source : Source: UNESCO (2021). Rapport de l'UNESCO sur la science : une course contre la montre pour un développement plus intelligent. Éditions UNESCO, Paris. ISBN : 978-92-3-200229-7. Consultable sur : https://unesdoc.unesco.org [https://unesdoc.unesco.org/].

Pour le premier indicateur, les données du tableau informent que la médecine et la santé publique performe se distinguent avec 18,4 et contre 5,2 pour l'ingénierie et la technologie, 12,8 pour l'agriculture et la biologie, 9,2 pour les sciences de l'environnement. Par exemple le score de 18,4 en médecine signifie que les articles scientifiques publiés par les chercheurs burkinabés résidant au pays, sont cités par plus de 18 chercheurs au niveau international. Cela témoigne de la visibilité scientifique du pays, une preuve que les chercheurs sont connectés au niveau mondial. Pour le second indicateur, il ressort que les productions scientifiques dans le domaine de la médecine et de la santé publique ont un impact de 25% supérieur à la moyenne mondiale et 10% pour l'agriculture et la biologie. Par contre dans les domaines des sciences de l'environnement, des sciences sociales, de l'ingénierie et de la technologie, l'impact est inférieur à la moyenne mondiale. On retient que les recherches effectuées dans les domaines de la santé, de la biologie et de l'agriculture ont un impact mondial fort appréciable.

Utilisation des résultats de la recherche

L'utilisation des résultats de la recherche dans l'action publique passe par l'accès aux productions scientifiques. La littérature indique un certain nombre de conditions dont la satisfaction contribue à rapprocher les informations scientifiques des potentiels utilisateurs. L'élaboration de Policy Brief constitue un canal pour mettre à la disposition des cadres de l'administration publique et des autres agences de développement les résultats de la recherche dans un langage et style adaptés à leurs besoins. Les normes internationales proposent que les institutions et acteurs de la recherche fassent l'effort de produire au moins 1 Policy brief pour 3 articles scientifiques publiés. Au Burkina Faso, ce ratio est estimé à 1 Policy Brief pour 50 articles publiés. C'est dire que des efforts restent à faire par les chercheurs pour favoriser l'utilisation des résultats de la recherche par leur traduction en un langage simple à comprendre par les non chercheurs.

Une condition reste l'existence de cadres d'échanges et de concertation entre les acteurs de l'action publique et le monde de la recherche. Cela pourrait se faire à travers des comités consultatifs, des courtiers de connaissances scientifiques. Il ressort que moins de 5% des ministères sectoriels disposent d'une cellule de veille scientifique. Enfin, la part du budget consacrée à la vulgarisation est également considérée comme importante pour conduire les résultats de la recherche vers les potentiels centres d'utilisation. Pendant que l'UNESCO recommande de prévoir 5% des budgets de recherche à la production des outils de vulgarisation, cette part est de 2-3% pour les projets financés par les ressources publiques.

S'agissant de l'utilisation proprement dite, une étude (Stewart, R., Dayal, H., & Langer, L., 2025) réalisée à partir de la littérature grise, indique que seulement 12% des stratégies nationales au Burkina Faso (PND, Politiques sectorielles) citent explicitement des travaux de recherche nationaux récents. Le taux de citation des recherches dans les documents officiels est faible.

L'ONG International African Evidence Network basée en Afrique du Sud et qui œuvre dans la promotion de l'utilisation des évidences dans les politiques a conçu un cadre d'évaluation standardisé pour mesurer la capacité d'un organe gouvernemental à utiliser de façon systématique les données scientifiques dans les processus de prise de décisions. L'Index de maturité EIPM (Evidence-Informed Policy Making) est l'outil utilisé pour mesurer l'efficacité de l'utilisation des résultats de recherche par les décideurs. Il se compose de 4 dimensions. Le score global (sur 100) est la moyenne de ces dernières, à savoir :quatre dimensions qui sont : la capacité individuelle (les compétences des cadres de l'administration lire des rapports de recherche), la capacité institutionnelle(existence des unités de transfert de connaissances ou des postes de conseillers scientifiques au sein des ministères), l'accès à la preuve (bibliothèques numériques et les répertoires nationaux sont-ils fonctionnels) le climat politique (existence des lois ou des procédures obligeant à consulter des experts avant de voter un budget ou un décret). Le tableau ci-dessous présente les données de l'index de maturité EIPM 2025 pour les pays de la CEDEAO.

Tableau VIII : Score de Index de maturité EIPM (Evidence-Informed Policy Making) des pays de la région Ouest Africaine en 2025

Pays / Région	Score EIPM (/100)	Niveau de Maturité	Caractéristiques du Système
Ghana	62	Élevé	Institutionnalisation forte, présence de «Science Advisors» dans la plupart des ministères.
Sénégal	54	Intermédiaire	Bonne liaison entre les instituts de recherche (ex : IPAR) et la primature.
Nigéria	48	Intermédiaire	Utilisation systématique de preuves dans les politiques de santé publique.

Pays / Région	Score EIPM (/100)	Niveau de Maturité	Caractéristiques du Système
Burkina Faso	35	Émergent	Forte production scientifique (SJR 1.25), mais faible capacité d'absorption administrative.
Côte d'Ivoire	31	Émergent	Efforts récents de structuration de la recherche vers le développement.
Moyenne CEDEAO	42	Intermédiaire	Tendance à la hausse via les programmes de renforcement des capacités (ex : WACREN).

Source : AEN, EIPM Maturity Index : West Africa Regional Report 2025 – Focus on Burkina Faso. Johannesburg : AEN Secretariat

On y observe que le Burkina Faso a un score de 35/100, équivalent à un niveau de maturité émergent. Le pays se caractérise par une forte production scientifique assortie d'une faible utilisation des résultats par l'administration.

L'analyse des 4 dimensions de l'indice EIPM permet d'identifier les obstacles majeurs à l'utilisation des résultats de la recherche dans les politiques au Burkina Faso. Ce sont la faible capacité institutionnelle qui se caractérise par l'absence de structures de liaison entre la recherche et monde des potentiels utilisateurs et l'absence de culture de l'utilisation des données probantes dans les processus politiques comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Dimension de l'Indice	Score (/100)	Niveau	Diagnostic Analytique
Capacité Individuelle	45	Moyen	Cadres techniques formés à la lecture critique de la science, mais manque de temps pour la veille.
Capacité Institutionnelle	25	Faible	Absence d'unités de «traduction de preuves» et de procédures de consultation scientifique obligatoires.
Accès à la Preuve	55	Élevé	Disponibilité des dépôts institutionnels et des bases de données (CNRST, Universités).
Climat Politique	15	Très Faible	Faible culture de l'usage systématique de la science dans les arbitrages politiques de haut niveau.
SCORE GLOBAL (Moyenne)	35	Émergent	Déséquilibre entre une offre de savoir forte et une demande politique faible.

Source : AEN, EIPM Maturity Index : West Africa Regional Report 2025 – Focus on Burkina Faso. Johannesburg : AEN Secretariat

Le classement du Burkina Faso dans le Global Innovation Index 2025 révèle une bonne capacité de production scientifique mais un environnement institutionnel qui ne l'exploite pas. Le pays performe mieux en «Résultats de la connaissance et des technologies» (100ème) qu'en «Infrastructures» (139ème) ou en «Institutions» (110ème). Ces classements informent que les

chercheurs produisent des connaissances de qualité (publications, brevets). Seulement, le gouvernement et les autres acteurs n'arrivent pas à les consommer et à les transformer en politiques publiques.

4. Options politiques/Recommandations

Introduire une clause de «valorisation» dans tous les financements de la recherche par les fonds publics. Environ 10% du budget de chaque projet de recherche doit être obligatoirement alloué à la production de supports de vulgarisation (films techniques, manuels simplifiés, Policy briefs).

Créer un Prix National de l'Innovation pour le Développement, récompensant chaque année le chercheur dont les travaux ont eu l'impact le plus mesurable sur une politique publique nationale.

Développer le Répertoire Numérique de la Recherche Burkinabè (RNRB). Un portail en «Open Access» où chaque décideur peut taper un mot-clé et obtenir une synthèse des études réalisées au cours des 10 dernières années.

Mettre en place des «Dialogues de Politiques des forums trimestriels thématiques où les chercheurs présentent oralement leurs résultats devant les Ministres Conseillers Spéciaux de la Présidence du Faso, les conseillers techniques et chargés d'études des ministères, les députés et les cadres techniques de l'administration.

Inclure un module sur «L'aide à la décision par les preuves» dans le curriculum de formation de hauts fonctionnaires dans les écoles professionnelles nationales en vue d'outiller et de sensibiliser les cadres sur l'utilité et la nécessité de l'utilisation des évidences scientifiques dans la prise de décision dans l'administration publique.

Adopter une directive imposant que tout nouveau programme de développement, de projets de textes soient fondés sur une revue des évidences existantes dans l'optique de minimiser les risques d'échecs techniques et financiers.

Introduire des critères de «valorisation sociétale» dans la carrière des chercheurs. Une innovation technique vulgarisée ou une note de politique ayant influencé une loi doit avoir la même valeur académique qu'un article scientifique.

Intégrer la production de Policy Briefs et le transfert de technologies dans les critères de promotion des chercheurs (CAMES).

5. Conclusion

L'analyse de l'écosystème de l'innovation au Burkina Faso en 2026 révèle un paradoxe saisissant : une recherche nationale d'une efficience remarquable, classée parmi les meilleures en termes de production de connaissances (100ème mondiale selon l'OMPI), mais dont les résultats peinent à franchir les portes des laboratoires pour irriguer les politiques publiques.

Avec un effectif de 4 000 experts et un ratio de 165 chercheurs par million d'habitants, le pays dispose d'une masse critique d'intelligence. Cependant, sans les réformes institutionnelles et infrastructurelles préconisées dans cette note, cette ressource restera largement sous-exploitée, laissant le pilotage du développement aux seules intuitions politiques ou aux agendas des bailleurs de fonds internationaux.

Pour que le Plan RELANCE 2026-2030 atteigne ses objectifs de transformation structurelle, l'État doit tout mettre en œuvre pour faire de la recherche un outil d'aide à la décision.

6. Références bibliographiques

- **ACED (Centre d'Actions pour l'Environnement et le Développement)**. *Travaux sur l'interface science-politique dans l'agriculture en Afrique de l'Ouest.*
- **AEN (Africa Evidence Network). (2026)**. *EIPM Maturity Index : West Africa Regional Report 2025 – Focus on Burkina Faso. Johannesburg : AEN Secretariat*
- **AFIDEP (African Institute for Development Policy)**. *Divers rapports sur la culture de l'évidence dans les parlements africains (Kenya, Malawi).*
- **Banque Mondiale. (2024)**. *World Development Report 2024 : The Middle-Income Trap. Washington, DC : International Bank for Reconstruction and Development.*
- **Banque Mondiale. (2026)**. *World Development Indicators (WDI) : Science and Technology. Washington, DC : The World Bank.*
- **Birner, R., & Resnick, D. (2010)**. *«The Political Economy of Policies for Smallholder Agriculture». World Development.*
- **Carden, F. (2009)**. *Knowledge to Policy : Making the Most of Development Research. IDRC/Sage. (Un ouvrage de référence basé sur des études de cas incluant plusieurs pays africains).*
- **Chitiga-Mabere, M., et al. (2022)**. *Evidence-Based Policy Making in Africa: Lessons from the Global South. Routledge.*
- **CNRST (2024)**. *Plan Stratégique de Développement (PSD) 2024-2028 : Vers une recherche au service de la souveraineté nationale. Ouagadougou : Direction Générale du CNRST.*
- **CNRST (2026)**. *Rapport Annuel de Performance (RAP) : Exercice Budgétaire 2025. Ouagadougou : Secrétariat Général du CNRST.*
- **CNRST. (2025).** *Rapport Annuel de Performance : Cartographie fonctionnelle et impact territorial des centres de recherche (INERA, IRSS, IRSAT, INSS). Ouagadougou : Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique.*
- **Court, J., & Young, J. (2003)**. *«Bridging Research and Policy : Insights from 50 Case Studies». ODI Working Papers.*
- **FONRID (2026)**. *Rapport d'impact des projets financés par le Fonds National de la Recherche et de l'Innovation pour le Développement (2020-2025). Ouagadougou : Direction Générale du FONRID.*
- **Gouvernement du Burkina Faso. (2024)**. *Vision 2050 de développement à faible émission de carbone et résilient au climat du Burkina Faso. Ouagadougou : Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement / Secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP-CNDD).*
- **IDRC (CRDI Canada)**. *«L'influence de la recherche sur les politiques publiques», collection d'essais sur les trajectoires d'impact en Afrique francophone.*
- **INERA (2025)**. *Bilan technique des activités de recherche agronomique : Campagne 2024-2025. Ouagadougou : Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles.*
- **MESRI (2026)**. *Tableau de Bord de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche : Données 2025. Ouagadougou : Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles (DGESS).*
- **MESRI / DGESS. (2026)**. *Annuaire statistique de l'enseignement supérieur et de la recherche : Édition 2025. Ouagadougou : Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Burkina Faso.*
- **MESRI / DGRSI. (2026)**. *Répertoire National des Structures de Recherche et d'Innovation (RNSRI) : Édition actualisée de Mars 2026. Ouagadougou : Direction Générale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.*
- **Note : Ce rapport compare les pays de l'espace CEDEAO sur leur capacité à utiliser la science pour la décision.**

- **OAPI. (2025)**. *Rapport annuel de la propriété industrielle : Statistiques et indicateurs de l'innovation dans l'espace OAPI (Édition 2025). Yaoundé : Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle. https://www.oapi.int/publications/statistiques2025*
- **Omamo, S. W. (2003)**. *«Policy Research on African Agriculture : Trends, Gaps, and Challenges». International Food Policy Research Institute (IFPRI).*
- **Ouédraogo, S. (2018)**. *«Recherche scientifique et politiques publiques en Afrique : le chaînon manquant». Revue Africaine de Sociologie.*
- **SCImago, (n.d.). SJR — SCImago Journal & Country Rank : Country Rankings - Burkina Faso [2023-2025]**. *Consulté le 23 mars 2026, à l'adresse https://www.scimagojr.com/countrysearch.php?country=BF*
- **SP-CPSA (2025**). *Rapport de performance 2024 du Cadre de Concertation des Politiques Sectorielles Agricoles. Ouagadougou : Premier Ministère / Ministère de l'Agriculture.*
- **Stewart, R., Dayal, H., & Langer, L. (2025)**. *The Africa Evidence Map 2024 : Mapping the use of evidence in policy-making across Sub-Saharan Africa. Johannesburg : Africa Centre for Evidence (ACE) / University of Johannesburg.*
- **Trostle, J., Bronfman, M., & Langer, A. (1999)**. *How do researchers influence decision-makers? Case studies of Mexican policies. Health Policy and Planning, 14(2), 103-114. https://doi.org/10.1093/heapol/14.2.103*
- **UJKZ (2026)**. *Rapport d'activités de la Direction de la Recherche et de l'Innovation (DRI) : Année académique 2024-2025. Ouagadougou : Université Joseph KI-ZERBO.*
- **UNB (2025)**. *Annuaire de la recherche et de la vulgarisation scientifique : Édition 2025. Bobo-Dioulasso : Université Nazi BONI*
- **Uneke, C. J., Ezeoha, A. A., Ndukwe, C. D., Oyibo, P. G., & Onwe, F. (2012)**. *Promotion of evidence-informed health policymaking in Nigeria : Institutionalizing advisory bodies. Health Promotion International, 27(2), 263-272. https://doi.org/10.1093/heapro/dar028*
- **UNESCO Institute for Statistics [UIS]. (2025)**. *R&D Data Release : June 2025 update. Montreal: UIS. [Base de données en ligne]. Récupéré de http://data.uis.unesco.org.*
- **UNESCO Institute for Statistics [UIS]. (2025)**. *R&D Data Release : Human resources in Research and Experimental Development. Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO. https://uis.unesco.org/en/topic/research-and-development*
- **UNESCO. (2021)**. *Rapport de l'UNESCO sur la science : La course contre la montre pour un développement plus intelligent. Paris : Éditions UNESCO. https://www.unesco.org/reports/science/2021/fr*
- **UNESCO. (2025)**. *Mapping of Science, Technology and Innovation (STI) in the ECOWAS Region: Burkina Faso Country Profile. Paris : UNESCO Publishing*
- **UNESCO. (2025**). *Rapport de l'UNESCO sur la science : La course contre la montre pour un développement plus intelligent. Paris : Éditions UNESCO.*
- **UNZ (2025)**. *Bilan de la performance de la recherche en Sciences de l'Éducation et de la Formation. Koudougou : Université Norbert ZONGO.*
- **WIPO (2025)**. *Global Innovation Index 2025 : Burkina Faso Innovation Profile. World Intellectual Property Organization.*
- **WIPO (2025)**. *Global Innovation Index 2025 : Innovation at a Crossroads. Geneva : World Intellectual Property Organization. https://www.wipo.int/publications/fr/details.jsp?id=4808*
- **Zida, A., Lavis, J. N., Sewankambo, N. K., Kouyate, B., & Sah, D. (2017)**. *L'utilisation des données probantes dans la formulation des politiques de santé au Burkina Faso : Étude de cas sur la politique de subvention des soins de santé. Health Research Policy and Systems, 15(1), 47. https://doi.org/10.1186/s12961-017-0211-1*

CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

(+226) 25 37 43 55
courrier@capes.bf
www.capes.bf

Scannez ce code QR et accédez
à l'ensemble de nos policy papers

Le savoir au service du développement !